

Montpellier, le 22 novembre 2023

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-11-DRCL-0559**

**Mise en demeure de la société GSM granulats de respecter certaines dispositions, de ses arrêtés préfectoraux d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, dans le cadre de l'exploitation de sa carrière implantée sur la commune de POUSSAN**

Le préfet de l'Hérault

- VU** le Code de l'Environnement en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.181-14, L.511-1 et L.514-5;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517, et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-I-885 du 8 avril 2004, en complément aux dispositions des arrêtés préfectoraux du 26 décembre 1989 et du 29 janvier 1990, concernant les conditions de stockage et de traitement des matériaux inertes issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics dans l'emprise de cette carrière ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-01-2421 du 26 décembre 2013 autorisant la société GSM à modifier ces conditions d'exploitation et de réhabilitation de la carrière de Poussan avec l'apport de matériaux inertes non valorisables ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015-01-1530 du 10 août 2015 autorisant la société GSM à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Poussan, aux lieux-dits « La Réserve » et « Les Combes du Cayla » ;
- VU** le rapport établi par l'inspecteur de l'environnement suite à l'inspection du site réalisée le 15 juin 2023.;
- VU** le courrier de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 24 octobre 2023 conformément aux articles L.171-7 et L.514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant concernant ce courrier et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint à celui-ci ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection du 15 juin 2023 a mis en évidence des non-conformités portant sur les obligations réglementaires prescrites à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-I-885 susvisé et aux articles 3, 3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013-01-2421 susvisé, notamment l'acceptation d'enrobés bitumineux sans goudron code déchets 17 03 02, enregistré sur le site de la carrière dans le registre d'admission sous le code déchets 17 05 04 dédié aux terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, au motif selon l'exploitant que le logiciel ne permet pas de saisir le code déchet 17 03 02 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pu justifier l'absence de goudron au titre de l'acceptation d'enrobés bitumineux conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 : Objet**

La société GSM granulats, dont le siège social est situé Tour Alto 24ème étage - 4 place des saisons - Courbevoie (92400) est mise en demeure de régulariser sa situation **sous 3 mois**, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-I-885 du 8 avril 2004, en renseignant le registre d'admission pour les mélanges bitumineux sans goudron avec le code 17 03 02 dédié à ce matériau, comme suite à leur acceptation.

### **ARTICLE 2 : Objet**

La société GSM granulats est mise en demeure de régulariser sa situation **sous 3 mois**, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, en justifiant l'absence de goudron pour les mélanges bitumineux ayant fait l'objet d'une acceptation sur le site de la carrière implantée aux lieux-dits « La Réserve » et « Les Combes du Cayla, sur le territoire de la commune de Poussan.

### **ARTICLE 3 : Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la société GSM granulats et publié au recueil des actes administratifs du département.

Une copie sera adressée au Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, au Maire de la commune de POUSSAN et au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet par délégation,  
Le secrétaire général

**Frédéric POISOT**

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault - 34 place des Martyrs de la Résistance - 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur - Place Beauvau - 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier - 6 rue Pitot - 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)